

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 25/09/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 17/09/2024

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PROMENS SARL**  
481 AV DES VOIRONS  
74800 La Roche-sur-Foron

Références : 20240917-RAP-PromensInspGPI  
Code AIOT : 0010800019

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement PROMENS SARL implanté 481 AV DES VOIRONS BP 145 74805 LA ROCHE SUR FORON CEDEX 74800 La Roche-sur-Foron.

L'inspection a été annoncée le 7 août 2024. En revanche, le thème de l'inspection n'a pas été communiqué.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 concernant la prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMENS SARL
- 481 AV DES VOIRONS BP 145 74805 LA ROCHE SUR FORON CEDEX 74800 La Roche-sur-Foron
- Code AIOT : 0010800019    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'établissement de La-Roche-sur-Foron exploité par la société PROMENS est spécialisé dans la fabrication d'emballages (flacons) en matière plastique pour les cosmétiques et les produits d'hygiène et de soins. Les matières plastiques mises en œuvre à cet effet sont le polyéthylène, le polypropylène, le polyéthylène téréphtalate et le polychlorure de vinyle. Elles se présentent initialement sous la forme de granulés.

Les flacons sont réalisés au moyen de machines utilisant des procédés d'extrusion / soufflage ou d'injection / soufflage. Ils peuvent ensuite être décorés par sérigraphie, marquage à chaud ou recouverts d'une étiquette.

L'usine emploie actuellement 80 personnes. Le site occupe une surface de 4 ha, dont 1,7 ha de bâtiments. La production annuelle est de l'ordre de 1600 tonnes de produits finis (environ 80 millions de flacons).

Sur le plan administratif, un arrêté préfectoral n°2006.102 du 19 janvier 2006 d'autorisation d'exploiter au bénéfice de la société DECOPLAST PACKAGING SPIDE encadre les activités ICPE 2661, 2661, 2925, 1185, 2920 et 2921 du site. Par la suite, Monsieur le préfet de la Haute-Savoie a donné récépissé à la S.A.R.L. PROMENS de sa déclaration de changement de raison sociale et d'exploitant (suite à la lettre de l'exploitant du 17 juillet 2008).

Du fait des modifications de la nomenclature ICPE, (et, concernant la rubrique 1185, de la suppression des équipements contenant des PCB), l'exploitant n'est plus soumis qu'à simple enregistrement au titre des rubriques 2661 et 2661.

Cas particulier de la rubrique ICPE 2925 :

Selon les informations recueillies auprès de l'exploitant lors de la visite d'inspection du 17 septembre 2024, il ne serait plus concerné par la rubrique 2925 (charge d'accumulateur pouvant dégager de l'hydrogène) car la capacité maximale sur site est de 26,65 kW (inférieure au seuil de déclaration fixé à 50 kW). Initialement, l'installation de charge d'accumulateurs était classée à déclaration car le seuil était fixé à 10 kW, puis la rubrique 2925 a été modifiée par les décrets n° 2006-646 du 31 mai 2006 et n°2019-1096 du 28 octobre 2019, portant notamment le seuil de déclaration à 50 kW. Considérant cela, l'exploitant n'est pas tenu de déclarer de cessation d'activité au titre de la rubrique 2925, dont le déclassement est intervenu du fait de la modification de la nomenclature.

#### **Attributs de l'inspection :**

Actions nationales 2024 (*AN24 Prévention GPI*)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des

suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Déclaration annuelle des émissions et de transferts polluants et déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe II	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	

6	Schéma des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/01/2006, article 2.3	
---	--------------------------	---	--

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant précise dans un délai d'un mois les dispositions qu'il prévoit de réaliser afin de pouvoir équiper la zone de stockage extérieur de GPI de dispositifs permettant de bloquer l'introduction de GPI dans le réseau d'eaux pluviales.

Il met en œuvre ces dispositions au plus tard 3 mois après la transmission du présent rapport.

L'exploitant vérifie sans délai, et au plus tard 15 jours après la transmission du présent rapport, l'intégrité de l'ensemble des big-bags de la zone de stockage du chapiteau. Dans le même délai, il met en propreté cette zone. Suite à cette action il transmet à l'inspection tout justificatif probant (photographies, factures, etc...).

L'exploitant devra modifier son organisation pour renforcer le contrôle effectué en vue de garantir le bon état des emballages utilisés pour le stockage et le transport de GPI (big-bags notamment). Ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection une extraction depuis la plateforme Trackdéchets permettant de rendre compte de la quantité de déchets dangereux qu'il a produit sur l'année 2023 (avec la précision de la quantité propre à l'exploitation de l'activité ICPE, et la distinction des déchets amiantés provenant des travaux de réfection de toiture). De plus, au plus tard le 31 décembre 2024, l'exploitant renseigne la plateforme GEREPE pour l'année 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tel que défini par l'article D. 541-360 du code de l'environnement, les « sites de production, de manipulation et de transport » sont les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p> <p>En conséquence, les prescriptions contrôlées de la présente inspection s'appliquent à l'établissement seulement s'il est susceptible de stocker plus de 5 tonnes de granulés plastiques industriels (GPI).</p> <p>La première intention de la visite d'inspection a donc été d'estimer la quantité de GPI susceptible d'être présente sur l'installation. L'exploitant a confirmé que, du fait des volumes de production, le stock de GPI présent sur le site est systématiquement supérieur à 5 tonnes.</p> <p>Pour rappel l'établissement est classé à enregistrement au titre des rubriques ICPE suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2661 (emploi ou réemploi de matières plastiques) pour une capacité totale déclarée de 30 tonnes par jour ;</li><li>- 2662 (stockage de matières plastiques) pour une capacité totale déclarée de 6 500 m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>L'exploitant est doté des équipements suivants permettant de prévenir les pertes et les fuites de GPI dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pelles, balais, balayettes disposés en de multiples emplacements à proximité des zones de manutention des GPI ;</li><li>- équipements spécifiques permettant de remplir les silos de stockages de GPI à partir d'octabins, ou de big bags (silos alors en lien direct avec les machines par un système d'aspiration). Le remplissage des silos par sacs de 25kg se fait à la main directement ;</li><li>- système d'aspiration depuis les silos vers les machines, dont le remplissage en matière première est alors automatique (réduction de la manutention) ;</li></ul> <p>L'exploitant a précisé également prévoir l'achat d'une machine automatique de nettoyage (type lessiveuse, à diriger à la main en position debout).</p> <p>L'inspection a noté la bonne pratique d'un affichage contenant un QR code, à proximité des zones de manutention des GPI ou des zones de rangement des outils de nettoyages. Ce QR code a pour objet de permettre la remontée d'information, d'incident, de déversement, de dysfonctionnements, ou d'améliorations directement depuis le terrain, le plus simplement possible.</p>

Lors de la visite des installations, l'inspection a relevé un état de propreté satisfaisant à l'intérieur des locaux. En revanche, au niveau des regards d'eaux pluviales (EP) de la zone à l'ouest du bâtiment de stockage des produits finis il a été constaté la présence de "paillettes" de plastique. Ces paillettes proviennent de matières déjà utilisées puis broyées dans l'usine (des rebus normaux de production, broyé pour réutilisation/revalorisation). La taille et la forme de ces paillettes diffèrent des GPI de matière première utilisée dans l'usine. Des big bags contenant ces paillettes sont entreposés sous le "chapiteau" de la zone de stockage extérieur à l'ouest du bâtiment. Ce sujet est traité plus en détail dans la fiche de constat n°2.

Tel que décrit plus bas (dans la fiche constat n°4), l'établissement fait l'objet d'audit triennaux, par un organisme certifié. Ces audits ont pour objectif de contrôler la mise en place des équipements (mentionnés plus haut) et de procédures permettant de prévenir les pertes et fuites de GPI. Ces procédures sont décrites dans la fiche constat n°3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

**Thème(s) :** Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### **Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

### **Constats :**

En sus des équipements décrits précédemment, il est à noter que les deux silos de GPI situés à l'extérieur (et alors remplis directement en vrac par livraison par camions) sont entourés d'un petit muret permettant de créer une rétention. Un kit de nettoyage est également présent à proximité immédiate.

En revanche les gilles d'eaux pluviales sur la zone de stockage extérieur de GPI ne sont pas dotées de grilles ou saches adaptées à la tailles des GPI stockés en vue de les retenir en cas de déversement. L'exploitant a expliqué avoir précédemment installé l'un et l'autre de ces dispositifs, mais que ces tests ont été infructueux. En effet, la zone est entourée d'une butte couverte de végétation qui, lors d'épisodes pluvieux importants, apportent une charge de matière organique qui obstrue tous les dispositifs testés. L'eau ne s'évacue plus et s'accumule sur la zone, pouvant aller jusqu'à une inondation du site (à minima de la zone de stockage extérieur). Une solution devra cependant être trouvée pour équiper cette zone de systèmes permettant de bloquer les GPI avant leur introduction dans le réseau EP. L'exploitant a évoqué des travaux possibles au niveau de la butte susmentionnée, pour empêcher les flux d'eau de ruissellement chargée en matières organiques, et permettre ainsi de tester à nouveau des systèmes de retenue des GPI au niveau des grilles d'évacuations de la zone.

Lors de la visite des installations, l'inspection a fait ouvrir une douzaine de regards ou grilles d'évacuation d'eaux pluviales afin de vérifier l'absence de GPI dans le réseau EP. Les regards observés sont représentatifs des influences des zones à risques de déversements de GPI, en fonction des zones de stockages et des pentes et sens d'écoulement (basé sur le plan des réseaux fourni par l'exploitant).

Les grilles et regards représentatifs du réseau EP de la zone au sud des bâtiments ne comportaient pas de GPI.

Les grilles et regards représentatifs du réseau EP de la zone à l'ouest des bâtiments, avant l'influence de la zone du chapiteau, étaient exempte de GPI.

Enfin, les grilles et regards sous l'influence de la zone du chapiteau présentaient des GPI, sous forme de paillettes de plastique.

L'exploitant a expliqué qu'il s'est produit un déversement de paillettes contenues dans les big bags du chapiteau, ces paillettes ayant été ensuite emportées par les eaux de ruissellement lors d'un orage conséquent.

A noter que le stockage de paillettes dans le chapiteau n'est pas une situation ayant vocation à perdurer dans le sens où il découle d'une opération de récupération de matière utilisée dans l'usine : broyage des rebus de production pouvant être alors réutilisés pour une commande spécifique d'un client. Selon les dires de l'exploitant, le client en question a retiré sa commande. Les paillettes ont alors été stockées sous le chapiteau. Les produits couramment fabriqués par l'exploitant ne peuvent pas utiliser ces paillettes comme matière première (du fait de leur composition/typologie).

L'inspection s'est alors rendue dans le chapiteau et a constaté que plusieurs big bags présentaient des déchirures, partiellement réparées avec du scotch. La présence de paillettes au droit des big bags détériorés permet aisément d'affirmer que les réparations ne sont pas suffisamment efficaces.

Des photos en fin de rapport permettent d'illustrer le présent point de contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 :

L'exploitant précise dans un délai d'un mois les dispositions qu'il prévoit de réaliser afin de pouvoir équiper la zone de stockage extérieur de GPI de dispositifs permettant de bloquer l'introduction de GPI dans le réseau d'eau pluviales.

Il met en œuvre ces dispositions au plus tard 3 mois après la transmission du présent rapport.

Demande n°2 :

L'exploitant vérifie sans délai, et au plus tard 15 jours après la transmission du présent rapport, l'intégrité de l'ensemble des big bags de la zone de stockage du chapiteau. Dans le même délai, il met en propreté cette zone. Suite à cette action il transmet à l'inspection tout justificatif probant (photographies, factures, etc...).

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 Jours



### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li></ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure "Nettoyage extérieurs zone matières" IT ENV 001.0 du 26/06/2024 ;</li><li>- le "registre nettoyage OCS silo extérieur" FE SEC 023 v.0 du 25/06/2024 ;</li><li>- l'"instruction de travail déversement accidentel" IT ENV 004 v.0 du 26/08/2024 ;</li><li>- le rapport de l'audit interne trimestriel en date du 4 septembre 2024 ;</li><li>- les supports de présentation des formations "Operation Clean Sweep (OCS)" ;</li><li>- l'attestation de présence de la dernière formation OCS (session du 06/06/2024).</li></ul> <p>Sur la base des éléments consultés et des explications de l'exploitant, l'inspection considère que ce dernier respecte les points c) à g) de la prescription contrôlée.</p> <p>Par la suite (par transmission par courriel du 23 septembre 2024), l'exploitant a justifié la mise à jour de son plan des installations pour faire apparaître les zones à risque de dissémination de GPI dans l'environnement. Cela permet de répondre au point a) de la prescription contrôlée.</p> <p>Bien que l'exploitant ait expliqué avoir installé un chapiteau au-dessus des stockages de big bags pour éviter une détérioration prématurée causée par les UV, et bien que les audits trimestriels permettent en théorie de répondre au point b), à savoir le contrôle de l'intégrité des contenants utilisés, les big bags détériorés constatés par l'inspection (et décrits au constats n°2) démontrent que cette disposition n'est pas pleinement maîtrisée par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°3 :</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra modifier son organisation pour renforcer le contrôle effectué en vue de garantir le bon état des emballages utilisés pour le stockage et le transport de GPI (big bags notamment). Ce point pourra</p>

être vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté le rapport d'audit effectué par l'APAVE (organisme certifié) du 14 au 15 février 2023. Celui-ci correspond aux exigences de l'article D. 541-364 du code de l'environnement. En revanche, ce même article impose que l'exploitant diffuse ce rapport sur son site internet afin de le rendre disponible au public. Il a été constaté que cela n'était pas réalisé à la date de la visite d'inspection. En revanche l'exploitant a expliqué ne pas avoir de site internet propre au site PROMENS de la Roche Sur Foron. En effet, la société dépend du groupe BERRY GLOBAL, gestionnaire du site internet commun à de multiples sites. Le jour même de l'inspection, l'exploitant a adressé un courriel au service compétent du groupe BERRY GLOBAL afin de faire intégrer le rapport d'audit sur le site internet du groupe. L'inspection était bien en copie de ce courriel. Par son courriel du 19 septembre 2024, le service informatique du groupe précise que le rapport sera publié en ligne très prochainement ("dans la semaine"). Ensuite, par son courriel du 24 septembre 2024, l'exploitant confirme que le rapport est en ligne. Après vérification du site internet du groupe BERRY GLOBAL, l'inspection confirme que le rapport est en ligne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts polluants et déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>• les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Les déchets dangereux sont aujourd'hui entièrement gérés via la plateforme Trackdéchets. L'exploitant a confirmé travailler effectivement avec cette plateforme. Concernant ce point de contrôle, l'inspection a simplement demandé à ce que l'exploitant effectue une extraction Trackdéchets afin de rendre compte de la quantité de déchets dangereux qu'il a produit sur l'année 2023. Dans le délai imparti de la visite d'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir cette extraction. Considérant que ce sujet est annexe par rapport au thème de la visite (GPI), l'inspection a convenu avec l'exploitant qu'il transmette cette extraction en réponse au présent rapport d'inspection. Il est à noter que l'exploitant fait réaliser des travaux de réfection de toiture afin de retirer l'amiante contenue dans celle-ci. Les déchets générés sont alors également tracés dans Trackdéchets. Par sa transmission par courriel du 23 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection que le site produit plus de 2 tonnes de déchets dangereux par an. Il est alors tenu de télédéclarer annuellement la quantité de de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement, sur la plateforme GERP, conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et déchets ( <a href="https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideGeneral.pdf">https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideGeneral.pdf</a> ).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Demande n°4 : Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection une extraction depuis la plateforme Trackdéchets permettant de rendre compte de la quantité de déchets dangereux qu'il a produit sur l'année 2023 (avec la précision de la quantité propre à l'exploitation de l'activité ICPE, et la distinction des déchets amiantés provenant des travaux de réfection de toiture). Demande n°5 : L'exploitant procède à la déclaration annuelle de ses émissions, via la plateforme GERP.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 Jours

## N° 6 : Schéma des réseaux d'eau

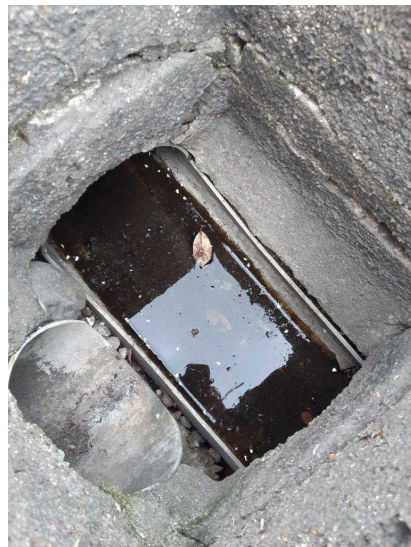
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2006, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Schéma des réseaux d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un plan des réseaux par son courriel du 13 septembre 2024, en amont de la visite d'inspection. Ce plan, daté du 24 juillet 2024, a servi de support de compréhension durant toute la visite. En cela, l'exploitant respecte la prescription contrôlée.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 2 Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques



20240917\_123203.jpg



20240917\_122835.jpg



20240917\_123919.jpg



20240917\_123917.jpg